

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-03-30-00002

arrêté préfectoral de prescriptions
complémentaires -société KB NEGOCE - Limay
(78520) 12 rue Charles Tellier



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant prescriptions complémentaires à l'établissement
exploité par la société KB NEGOCE
situé à Limay (78520) 12 RUE CHARLES TELLIER**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 181-14 et R. 181-46 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 23 novembre 2011 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

VU l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 autorisant la société Dereco DIB à exploiter ses installations situées 12, rue Charles Tellier à Limay (78520) ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°78-2026-02-16-00003 du 16 février 2026 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le courrier en date du 7 août 2024 notifiant à l'inspection des installations classées le changement d'exploitant de la société Dereco DIB au profit de la société KB NEGOCE ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 18 décembre 2024 accusant réception du courrier en date du 7 août 2024 susvisé ;

VU le dossier de porter-à-connaissance de la société KB NEGOCE déposé le 1^{er} juillet 2025 ;

VU le rapport d'incident transmis par l'exploitant en date du 8 décembre 2025 à la suite du départ de feu survenu le 25 novembre 2025 ;

VU les éléments complémentaires transmis par courriel du 26 janvier 2026 par l'exploitant relatifs à l'absence de classement pour certaines rubriques de la nomenclature des ICPE ;

VU le rapport et les propositions en date du 25 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires transmis par courrier du 26 février 2026 notifié le 4 mars 2026 à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT l'ajout envisagé par l'exploitant d'une activité de traitement de déchets métalliques non dangereux par presse hydraulique ;

CONSIDÉRANT qu'un tel équipement est susceptible d'augmenter les nuisances sonores générées par les installations ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose des mesures de prévention et de réduction des nuisances sonores, et notamment l'éloignement de la presse hydraulique des limites du site, la construction de murs anti-bruit en limite de propriété, la mise en place d'un capotage acoustique du moteur, et le cas échéant la réalisation d'un mur en béton autour de la presse ;

CONSIDÉRANT la diminution souhaitée par l'exploitant de son activité autorisée de transit, regroupement et tri de déchets de papiers, cartons, plastiques soumise à la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE, en deçà des seuils de classement ;

CONSIDÉRANT le souhait par l'exploitant de réaliser une activité autorisée de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, en deçà des seuils de classement ;

CONSIDÉRANT les engagements pris par l'exploitant dans le dossier du 1^{er} juillet 2025 susvisé en matière de prévention des risques accidentels, et notamment la mise en place de parois coupe-feu REI 120 en limite de propriété, d'une détection automatique d'incendie, et d'une capacité de rétention complémentaire ;

CONSIDÉRANT les risques émergents présentés par l'élimination de batteries contenant du lithium ;

CONSIDÉRANT l'absence d'évaluation des risques présentés par le tri, regroupement, transit de batteries contenant du lithium au sein des installations ;

CONSIDÉRANT la survenue d'un départ de feu sur un chargement de déchets issus des installations le 28 novembre 2025, susceptible selon le rapport de l'exploitant en date du 8 décembre 2025 d'avoir été provoquée par l'occurrence d'un point chaud issu de piles et batteries contenant du lithium ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient de préciser la nature des déchets dangereux dont l'admission est autorisée au sein des installations, et de renforcer les prescriptions applicables à l'exploitant en matière de gestion des piles et batteries contenant du lithium, notamment lors des vérifications effectuées avant l'admission des déchets sur site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est positionné, par courriel du 26 janvier 2026, sur l'exploitation d'installations dans des quantités inférieures aux seuils de classement prévues par les rubriques 4725, 4718, 4734 et 1435 de la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des modifications présentées par l'exploitant présentent un caractère notable mais non substantiel au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose des mesures de prévention et de réduction dont le respect permet la prévention d'inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas fait parvenir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le délai imparti de quinze jours à compter de la réception du document le 4 mars 2026 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION ET NATURE DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article 1.1 « autorisation » du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« La société KB NEGOCE, exploitant des installations situées au 12 rue Charles Tellier à Limay (78520), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations, sous réserve du respect des conditions du présent arrêté. »

L'arrêté préfectoral de mise à jour des classements du 9 août 2011 est abrogé.

ARTICLE 2 : NATURE DES ACTIVITES

Les dispositions de l'article 1.2.1 « liste des installations classées de l'établissement » du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 susvisé sont remplacées par les suivantes :

«

Rubrique et intitulé	Régime	Éléments caractéristiques des installations
2718 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	A	Batteries automobiles, à l'exclusion des batteries contenant du lithium : 2 t Volume d'activité : 12 t/an
2791 Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j	DC	Traitement de déchets métalliques non dangereux par presse hydraulique d'une puissance maximale de 295 kW Capacité de traitement de 9,5 t/j
2713 Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ² .	D	Surface au sol occupée par les déchets de métaux ferreux et non ferreux : 700 m ² Volume d'activité 1 500 t/an
2714 Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³	NC	Déchets industriels banaux (DIB) : papier carton, bois, plastiques en mélange : 30 m ³ en benne 30 m ³ en cartons Volume total : 60 m ³
2711 Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m ³	NC	Volume susceptible d'être entreposé : 45 m ³
4725 Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	NC	1 cadre de 16 bouteilles d'oxygène Quantité totale : 1,55 t

Rubrique et intitulé	Régime	Éléments caractéristiques des installations
4718 Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : inférieure à 6 t	NC	1 bouteille de butane 1 cadre de 4 bouteilles de propane 1 casier de 8 bouteilles de propane Quantité totale : 257 kg soit 0,257 t
4734 Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total	NC	Contenant de 1000 L de GNR Quantité : 1 t
1435 Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m3 d'essence ou 500 m3 au total	NC	Volume annuel : 50 m ³

Le traitement, transit, regroupement ou tri, des déchets suivants n'est pas autorisé :

- déchets dangereux autres que batteries automobiles ;
- piles et batteries automobiles contenant du lithium ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques contenant des substances dangereuses. »

ARTICLE 3 : ARRETES MINISTERIELS DE PRESCRIPTIONS GENERALES

Au titre I « caractéristiques de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 susvisé est ajouté l'article 1.4. suivant :

« ARTICLE 1.4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement notamment les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté du 23 novembre 2011 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc,

textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 4.1. Dispositions techniques particulières applicables aux activités de traitement de déchets métalliques non dangereux

Après le titre 5 « dispositions techniques particulières applicables au dépôt de déchets industriels spéciaux et au dépôt de câbles recouverts de matière plastique inflammable » de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 (qui en comporte sept), est inséré un titre 5bis « dispositions techniques particulières applicables aux activités de traitement de déchets métalliques non dangereux » ainsi rédigé :

« ARTICLE 5BIS.1 EMBLACEMENT DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La presse hydraulique mise en œuvre dans le cadre du traitement de déchets métalliques non dangereux est placée de manière à être située à au moins 10 mètres du périmètre des installations.

ARTICLE 5BIS.2 CONDITIONS D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La presse hydraulique n'est mise en œuvre au sein des installations qu'en période diurne et en jours ouvrés.

Préalablement à la mise en œuvre de la presse hydraulique, l'exploitant vérifie l'absence de déchets susceptibles de générer des points chauds parmi les déchets traités.

Un capotage acoustique est mis en place au niveau du moteur préalablement à la mise en service de la presse hydraulique. Ce capotage est réalisé conformément aux normes en vigueur.

ARTICLE 5BIS.3 ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

L'exploitant s'assure de l'entretien et de la maintenance de la presse hydraulique selon les préconisations du fabricant. La presse hydraulique doit faire l'objet de vérifications périodiques au minimum annuelles, afin de déceler en temps utile toute défectuosité susceptible d'occasionner un accident, de façon à y porter remède. »

Article 4.2. Mesures complémentaires de prévention des nuisances sonores au niveau de l'établissement

Au chapitre 3.IV « prévention des nuisances sonores – vibration » du titre 3 « dispositions techniques générales applicables à l'ensemble de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 susvisé est ajouté l'article 3.IV.6 suivant :

« ARTICLE 3.IV.6. PROTECTION ANTI-BRUIT EN LIMITE DE PROPRIETE

Conformément aux éléments du dossier porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juillet 2025, l'exploitant met en place sur la périphérie de l'établissement, en limite de propriété des panneaux anti-bruit, avant le 30 juin 2026.

Les parois anti-bruit mises en place respectent les dispositions prévues à l'article 3.V.7.3 du présent arrêté.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité et procès-verbaux de réception des travaux, sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.IV.7. EVALUATION DES NUISANCES SONORES APPORTEES PAR LA PRESSE HYDRAULIQUE

L'exploitant réalise, les campagnes de mesures de niveau de bruit et de l'émergence suivantes :

- dans les trois mois suivant la mise en service de la presse hydraulique ;
- dans le mois suivant la mise en œuvre des panneaux anti-bruit mentionnés à l'article 3.IV.6 du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. L'exploitant transmet dès obtention les résultats de ces mesures à l'inspection des installations classées.

Conformément aux engagements pris par l'exploitant dans le dossier porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juillet 2025, en cas de dépassement des valeurs limites de niveaux sonores en limite de propriété prescrites à l'article 3.IV.2. du présent arrêté malgré la mise en place des panneaux anti-bruit mentionnés à l'article 3.IV.6, l'exploitant met en œuvre la réalisation d'un mur en béton autour de la presse hydraulique, dans un délai de six mois à compter de l'obtention des résultats de mesure. »

Article 4.3. Mesures complémentaires de prévention des risques

a. Résistance au feu des parois périphériques

Les dispositions de l'article 3.V.7.3. de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 sont remplacées par les suivantes :

« Conformément aux engagements pris par l'exploitant dans le dossier porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juillet 2025, les parois anti-bruit mises en place en application de l'article 3.IV.6 du présent arrêté en limite de propriété présentent des caractéristiques de résistance au feu au moins REI 120.

Les éventuelles ouvertures effectuées dans ces parois sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des éventuels dispositifs d'obturation n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions des deux précédents alinéas, notamment les attestations de conformité et procès-verbaux de réception des travaux, sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une haie d'arbustes à feuillage persistant entoure les installations sur ses faces Ouest, Est et Nord.

Un portail situé en face Sud ferme à clef et interdit l'accès au site en dehors des heures d'ouverture. »

b. Détection automatique de départ d'incendie

Au chapitre 3.V « prévention des risques » du titre 3 « dispositions techniques générales applicables à l'ensemble de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 susvisé est ajouté l'article 3.V.7.1.4. suivant :

« 3.V.7.1.4 Détection automatique de départ d'incendie

Conformément aux engagements pris par l'exploitant dans le dossier porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juillet 2025, le site est équipé d'un dispositif de détection automatique type caméra thermique avec une télétransmission en cas de détection de point chaud. Ce dispositif permet de surveiller l'ensemble des zones de stockage extérieures ainsi que le bâtiment d'exploitation. Les détecteurs sont disposés de manière à couvrir les zones à risque incendie. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques de l'ensemble du système de détection automatique au moins une fois par an. »

c. Confinement des eaux susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction incendie

Au chapitre 3.I « prévention de la pollution de l'eau » du titre 3 « dispositions techniques générales applicables à l'ensemble de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 susvisé, les dispositions de l'article 3.I.2.4. sont remplacées par les suivantes :

« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voies de circulation, parking, aires de stockage) sont traitées par un bac débourbeur-déshuileur avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales de la commune de Limay. Une capacité enterrée de rétention et de confinement de 80 m³ est disposée avant le bac débourbeur-déshuileur. En cas de déversement accidentel sur le site ou en cas d'incendie, l'arrêt des pompes situées en sortie de la cuve de rétention permet de confiner la pollution dans la cuve.

Conformément aux engagements pris par l'exploitant dans le dossier porté à la connaissance de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} juillet 2025, pour compléter ce dispositif et garantir une capacité totale de rétention d'au moins 162 m³, l'exploitant met en place une bache souple de rétention d'un volume utile suffisant. Cette bache est équipée d'un système de relevage comprenant une pompe, permettant le transfert des eaux d'extinction collectées vers la bache en cas d'incendie.

La bache souple de rétention mise en place est conçue, dimensionnée et installée afin de :

- ne pas communiquer le feu ou la pollution directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site. Le réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ;
- d'être implantée hors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m² ;
- être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des effluents et des eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant intègre à son plan de défense incendie les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. »

d) Vérification préalable des déchets collectés avant admission

« Sans préjudice des dispositions prévues au point 3.4. de l'annexe I de l'arrêté du 6 juin 2018 mentionné ci-dessus, l'exploitant vérifie lors de l'arrivée ou du déchargement de déchets sur site l'absence de piles et batteries lithium.

En cas de détection de piles et batteries lithium lors de cette vérification, l'exploitant :

- soit refuse le chargement ;
- soit isole les piles et batteries lithium détectées dans un conteneur présentant une résistance au feu au moins R60, et les élimine dans une filière appropriée et dûment autorisée, au plus tard deux semaines après l'arrivée du chargement.

Les détections de piles et batteries lithium font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 5 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

Article 5.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5.2 Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen disponible sur le site internet <https://www.telerecours.fr/>:

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du code de l'environnement).

Adresse de la société KB NEGOCE, bénéficiaire de la décision : 12 rue Charles Tellier – 78520 LIMAY

Article 5.3 Publicité

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Limay où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Limay dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 30 mars 2026

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale
signé
Delphine Dubois